

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/126
3 août 1951
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Commission des droits de l'homme

Sous-Commission de la lutte contre les mesures
discriminatoires et de la protection des minorités

Quatrième session

DOCUMENTS
INDEX UNIT

MASTER

5 OCT 1951

MTOL /

PROCEDURE DE PROTECTION INTERNATIONALE DES MINORITES
EN HAUTE-SILESIE

(Mémoire du Secrétaire général)

Introduction

1. Lorsque, à sa troisième session, la Sous-Commission a examiné les propositions formulées au sujet des mesures de mise en oeuvre du Pacte international relatif aux droits de l'homme, elle a exprimé l'avis qu'il y avait lieu de déployer tous les efforts possibles pour mettre à la disposition des minorités d'autres recours que l'appel à un Etat étranger pour entamer la procédure prévue dans le Pacte; elle a pensé aussi qu'il convenait d'accorder toute l'attention voulue à l'expérience de la Société des Nations en général, et, en particulier, aux leçons tirées de l'expérience faite en Haute-Silésie, sous les auspices de la Société des Nations, en matière d'autres recours. C'est alors que la Sous-Commission a fait part de son intention d'examiner plus à fond cette solution, ainsi que les autres solutions qui permettraient de résoudre le problème.

2. Le Secrétaire général a déjà communiqué à la Sous-Commission plusieurs mémoires relatifs à l'expérience que la Société des Nations a acquise, sur le plan général, dans le domaine de la protection des minorités. La présente étude a trait à la Convention relative à la Haute-Silésie,^{1/} faite à Genève en 1922, qui, pendant une période de 15 ans a protégé effectivement les droits

^{1/} On trouvera le texte de cette Convention en annexe au document de la Société des Nations C. 396.M.243, du 9 juin 1922.

des minorités en faveur desquelles elle avait été conclue et a empêché qu'elles ne fussent victimes de mesures discriminatoires. L'étude actuelle traite plus particulièrement de la procédure établie en matière de pétitions par la Convention relative à la Haute-Silésie.

3. Les dispositions de la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922, étaient plus détaillées que celles d'autres traités concernant les minorités conclus sous les auspices de la Société des Nations; elles rendaient plus faciles l'interprétation équitable et l'application normale de cet instrument. Une étude de l'application de cette convention, au cours des quinze années pendant lesquelles elle est demeurée en vigueur, permet de déterminer si certaines dispositions ou certains moyens destinés à protéger les minorités et à empêcher toute discrimination à leur endroit sont utiles et répondent au but recherché.

4. Suivant les premières conditions de paix communiquées à la délégation allemande à la Conférence de la Paix à Versailles, la Haute-Silésie, région importante en raison de ses richesses minières, devait être cédée sans conditions à la Pologne. A la suite des protestations violentes de l'Allemagne, cette question fit l'objet d'un nouvel examen. Lors du plébiscite qui eut lieu en mars 1921, l'Allemagne obtint 707.605 voix et la Pologne 479.359 voix; cependant, l'établissement d'une frontière appropriée fit naître de nouvelles difficultés en raison du mélange des deux groupes ethniques et de l'interdépendance des diverses installations industrielles. En conséquence, le 12 août 1921, le Conseil suprême des Principales Puissances alliées décida ce qui suit : "soumettre au Conseil de la Société des Nations les difficultés que présente la fixation de la frontière entre l'Allemagne et la Pologne en Haute-Silésie, et de lui demander de vouloir bien lui faire connaître la solution qu'il recommande sur le tracé de la ligne qu'il appartient aux Principales Puissances alliées et associées d'établir."

5. Le Conseil de la Société des Nations, réuni en session extraordinaire le 29 août 1921, décida d'accepter cette mission; après un nouvel examen de la question, il conclut à la nécessité de diviser cette région afin de tenir compte des vœux des populations tels qu'ils s'étaient exprimés par le plébiscite; il formula en outre certaines recommandations qui devaient être incorporées dans une convention générale entre l'Allemagne et la Pologne. Ces recommandations

avaient pour objet d'une part d'arriver à un tracé de la frontière qui fût acceptable pour les populations intéressées, d'autre part de favoriser le maintien de la paix.

6. Cette Convention fut conclue par un plénipotentiaire allemand et un plénipotentiaire polonais, sous la présidence d'une personnalité qui, désignée par le Conseil de la Société des Nations, avait voix prépondérante dans les cas où les parties n'arriveraient pas à s'entendre. Les négociations s'ouvrirent à Genève le 23 novembre 1921, sous la présidence de M. Félix Calonder, ancien président de la Confédération suisse; elles se terminèrent le 15 mai 1922. Un instrument international extrêmement complet y fut forgé; il comprenait plus de 600 articles, exprimant, sous une forme détaillée, toutes les suggestions et les questions de caractère technique que le Conseil de la Société des Nations avait proposées à l'examen des négociateurs. La mesure dans laquelle elle cherchait à assurer les droits de l'individu et à les protéger sur le plan international était une des principales caractéristiques de cette convention; à cet égard, elle représentait une réalisation importante, dont se sont inspirées toutes les tentatives qui ont été faites ultérieurement pour protéger les particuliers et les groupes contre les mesures arbitraires des Etats. En même temps, elle mettait clairement en lumière les principales difficultés et les principaux obstacles qui s'opposaient à la protection internationale des droits de l'individu et du groupe, et constituait un "projet modèle" qui permettait d'étudier par quelles méthodes ces difficultés pouvaient être surmontées.

Protection des minorités sous le régime de la Convention

7. La Convention elle-même se divise en un préambule et six parties. La première partie contient des dispositions générales, la deuxième traite de la nationalité et du domicile, la troisième de la protection des minorités, la quatrième des questions sociales et la cinquième des questions économiques; la sixième partie enfin institue une Commission mixte et un Tribunal arbitral.

8. La troisième partie de la Convention représente un compromis entre deux points de vue divergents. La Pologne, déjà liée par le Traité concernant la protection des minorités conclu avec les Principales Puissances alliées et associées et signé à Versailles le 28 juin 1919, estimait que l'application de certaines stipulations de ce Traité exigerait des dispositions législatives qu'il n'était pas possible de préparer sans un certain délai; elle proposa de

reprendre dans la Convention les textes mêmes qui figuraient dans le Traité des minorités. La Pologne pensait aussi qu'en ce qui concerne la protection des droits des minorités, la Société des Nations ne saurait aller au delà des stipulations du Traité des minorités ou des dispositions analogues que l'Allemagne devait accepter. L'Allemagne, en revanche, souhaitait une véritable charte des droits des minorités, définissant des garanties en termes clairs et facilement compréhensibles, et les soumettant sans exception à un contrôle international.

9. Lorsqu'il apparut clairement qu'aucune des parties n'était disposée à abandonner son point de vue, le Président fut invité à faire connaître son avis. D'après M. Calonder, il fallait prévoir dans la Convention des dispositions plus précises et plus détaillées que celles du Traité des minorités, malgré le grave danger que le délégué de la Pologne voyait surgir au cas où l'on adopterait pour la Haute-Silésie des dispositions concernant la protection des minorités qui fussent différentes de celles qui étaient applicables dans d'autres régions de la Pologne et dans les autres pays liés par des traités de minorités. En fin de compte, le point de vue de l'Allemagne prévalut en général; toutefois, pour tenir compte du point de vue de la Pologne, on reproduisit, dans le Titre premier de la Troisième Partie de la Convention, les dispositions du Traité des minorités, en les faisant précéder de la double stipulation suivante :

"Le Gouvernement allemand accepte pour la période transitoire de quinze ans les stipulations suivantes applicables dans la partie allemande du territoire plébiscité."

"Le Gouvernement polonais se réfère aux stipulations suivantes du Traité du 28 juin 1919, applicables de plein droit dans la partie polonaise du territoire plébiscité."

10. Le Titre II de la Troisième Partie de la Convention définit les droits des minorités alors que le Titre III traite du droit de pétition et des voies de recours. Il y a lieu de relever certains traits de la procédure en matière de pétitions.

11. En premier lieu, une pétition adressée sous le régime de la Convention relative à la Haute-Silésie pouvait être adressée directement au Conseil de la Société des Nations. Il était institué en second lieu une procédure locale pour l'examen des pétitions, qui donnait aux gouvernements la possibilité de régler à l'amiable, s'ils le désiraient, les questions soulevées, sans préjudice de la compétence reconnue au Conseil de la Société des Nations. Enfin, le 20 juin 1922, soit un mois et cinq jours après l'entrée en vigueur de la Convention, le Conseil décida de placer sous la garantie de la Société des Nations toutes

les clauses de la Convention relatives à la protection des minorités.

Procédure relative aux pétitions adressées au Conseil de la Société des Nations

12. Aux termes de l'article 147 de la Convention, le Conseil de la Société des Nations était compétent pour statuer en ce qui concerne toute pétition individuelle ou collective ayant trait aux dispositions de la Convention relatives à la protection des minorités (Titre III), et adressée directement à lui par des personnes appartenant à une minorité. Il était également prévu que le Conseil pouvait transmettre ces pétitions aux gouvernements intéressés, en les invitant à lui communiquer leurs observations éventuelles.

13. En cas d'infraction ou de danger d'infraction à l'une quelconque des obligations de caractère général relatives à la protection des minorités, définies au Titre premier de la Troisième Partie de la Convention, tout Membre du Conseil de la Société des Nations avait le droit, aux termes de l'article 72 de la Convention, de porter l'affaire à l'attention du Conseil, et le Conseil pouvait procéder "de telle façon et donner telles instructions qui paraîtraient appropriées et efficaces dans la circonstance".

14. Le Conseil examinait les questions relatives aux minorités en séance publique, s'attachant à exercer la pression morale nécessaire pour qu'il fût fait droit dans la mesure du possible à la demande du pétitionnaire. Chaque fois qu'il était saisi d'une affaire, il vérifiait en premier lieu tous les faits et désignait parfois à cet effet un rapporteur spécial; lorsqu'il le jugeait nécessaire, il formait même parfois un comité officieux, ne comptant que peu de membres, chargé des négociations directes. Ce comité réglait lui-même d'ordinaire les plaintes qui lui avaient été transmises; dans le cas contraire, ces plaintes faisaient l'objet de nouvelles discussions publiques en Conseil. Le Conseil prenait lui-même une décision quant aux plaintes qui n'avaient pas été renvoyées à des comités. C'était soit le Conseil, soit le rapporteur désigné par lui, soit encore un expert travaillant en collaboration avec le Président de la Commission mixte qui était chargé de surveiller l'application de la décision. Dans certains cas, la Cour permanente de Justice était invitée à émettre un avis sur des questions de droit ou de fait comme le prévoit le paragraphe 3 de l'article 72 de la Convention.

C'est ainsi qu'en 1927, le Gouvernement allemand a porté devant la Cour une question concernant l'interprétation à donner aux articles 74 et 131 de la Convention, relatifs aux écoles minoritaires en Haute-Silésie (Publications de la Cour permanente de Justice internationale, Série A. No 15, Arrêt 12).

Parmi les autres arrêts ou avis consultatifs de la Cour qui ont trait à des questions concernant les habitants de la Haute-Silésie ou leurs intérêts, il y a lieu de citer les suivants :

- a) Avis consultatif au sujet de l'accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie, 1931 (Série A/B. No 40. Avis consultatif).
- b) Avis consultatif au sujet de colons d'origine allemande établis en Pologne, 1923 (Série B. No 6. Avis consultatif).
- c) Avis consultatif relatif à l'acquisition de la nationalité polonaise, 1923 (Série B. No 7. Avis consultatif).
- d) Affaire relative à l'administration du Prince Von Pless, 1933, Diverses décisions et ordonnances (Série C. No 70; Série A/B. Nos 52, 54, 57 et 59).
- e) Affaire relative à l'usine de Chorzow et aux intérêts allemands dans la Haute-Silésie polonaise, 1925-1929 (Série A. No 9. Arrêt 8; Série A. No 13, Arrêt 11; Série A. No 17, Arrêt 13; Série A. No 17 et 19. Ordonnances).

Procédure suivie par les Offices des minorités

15. En plus de leur droit d'adresser des pétitions directement au Conseil, on a prévu à l'intention des personnes appartenant à des minorités une procédure locale d'examen des pétitions. Afin d'assurer aux pétitions émanant de personnes appartenant à une minorité un traitement uniforme et équitable de la part des autorités administratives dans chacune des deux parties du territoire plébiscité, les deux Gouvernements ont institué, chacun dans sa partie du territoire plébiscité, un Office des minorités, disposant d'un secrétariat et exerçant des fonctions administratives, auquel lesdites personnes pouvaient soumettre leurs pétitions pour examen (articles 148 et 149).

16. Lorsqu'il recevait une pétition, l'Office des minorités avait pour première tâche de déterminer si le pétitionnaire avait suivi la procédure préalable prévue à l'article 150 de la Convention. Aux termes de cet article, les pétitions ne

pouvaient en règle générale être adressées à l'Office des minorités que si la plainte avait été déposée au préalable auprès de l'autorité administrative qui était hiérarchiquement la dernière instance nationale compétente. Dans des cas exceptionnels, lorsque le pétitionnaire avait établi de manière plausible que les autorités administratives qui en avaient été saisies n'avaient pas réglé l'affaire dans un délai raisonnable ou que le règlement de l'affaire ne pouvait souffrir de retard, le pétitionnaire pouvait demander que sa pétition fût examinée, avant de faire appel aux plus hautes autorités administratives précitées. Cette exception a donné lieu à de telles difficultés d'interprétation qu'il n'en a plus été tenu compte dans la pratique.

17. L'Office des minorités s'efforçait, dans la mesure du possible, de donner satisfaction aux pétitionnaires, sans avoir recours à un autre organisme. S'il n'y parvenait pas, il transmettait, pour avis, la pétition avec ses observations au Président de la Commission mixte, instituée conformément à l'article 562 de la Convention; l'Office des minorités représentait vis-à-vis de celui-ci les autorités de son pays (Article 152).

La Convention elle-même ne prescrivait aucun délai maximum pour cette procédure; cependant, le règlement de procédure adopté par la Commission le 5 décembre 1922 prévoyait, à l'article 39, un délai de vingt jours. Modifié par la suite, cet article porta le délai à 45 jours au maximum; même alors, rares sont les cas où il a été strictement observé.

Procédure suivie par la Commission mixte

18. La Commission mixte, qui avait son siège à Katowice, se composait de deux membres allemands, de deux membres polonais, ainsi que d'un Président d'une autre nationalité. Elle était saisie de toutes les plaintes déposées aux termes de l'article 150 de la Convention que lui transmettaient les Offices des minorités. Ces plaintes s'accompagnaient toujours d'observations écrites, que le Président communiquait ensuite, pour réponse, aux auteurs des pétitions.

19. Le Président avait le droit, s'il le jugeait nécessaire, de convoquer les intéressés devant la Commission siégeant en séance privée; les membres faisaient part ensuite de leur opinion sur l'affaire en cours. Pendant cette audition, le Président était libre de recueillir les preuves qui lui semblaient nécessaires; il pouvait, notamment, entendre des experts et des témoins et procéder à des inspections. Il pouvait également demander au Secrétaire général ou à d'autres membres du Secrétariat de la Société des Nations, d'interroger des témoins. Après avoir examiné l'affaire et avoir pris acte des opinions des autres membres de la Commission, le Président devait transmettre à l'Office des minorités son avis sur la manière dont l'affaire pouvait être réglée conformément aux dispositions de la Convention. L'avis pouvait indiquer une solution définitive, provisoire ou partielle. Le Président pouvait également déclarer qu'il ne formulerait son avis qu'à l'expiration d'un certain délai.

20. Dès qu'il avait reçu communication de cet avis, l'Office des minorités devait le transmettre aux autorités administratives compétentes. Ces autorités étaient tenues, dans un délai de vingt jours, d'informer l'Office des minorités de la solution qu'elles avaient apporté à l'affaire, en indiquant si elles avaient tenu compte de l'avis du Président, et comment. Cette communication devait être transmise rapidement au Président de la Commission mixte.

21. L'Office des minorités communiquait également l'avis du Président au pétitionnaire, qui pouvait faire appel au Conseil de la Société des Nations s'il n'était pas satisfait de la solution donnée à l'affaire par les autorités administratives.

22. La procédure prévue aux articles 149 et suivants était la procédure normalement appliquée en ce qui concerne l'examen des pétitions émanant de personnes appartenant à une minorité. L'article 585 de la Convention admettait cependant dans certains cas le recours à une procédure moins formelle. Cet article avait la teneur suivante : "S'il vient à la connaissance du Président de la Commission mixte des faits, circonstances ou situations qui, à son avis, ne sont pas conformes aux dispositions de la présente Convention, le Président est libre d'attirer sur eux l'attention de l'Agent d'Etat compétent. L'Agent d'Etat est alors tenu de transmettre sans délai la communication à son Gouvernement."

Procédure suivie par le Tribunal arbitral

23. Dans certaines circonstances, il était possible d'engager une procédure très différente de celle qui était prévue en matière de pétitions à l'Article 149, en recourant au Tribunal arbitral créé aux termes de l'article 563 de la Convention. Cet organisme se composait de deux membres désignés par chacune des parties à la Convention et d'un Président nommé par le Conseil de la Société des Nations. C'était essentiellement un organe judiciaire, chargé de l'interprétation de la Convention dans les affaires dont les tribunaux de la région plébiscitée avaient été saisis et qui, comme l'indiquait formellement l'article 590, n'était compétent que dans les limites des dispositions de la Convention conclue à Genève. L'article 588 définit les fonctions du Tribunal de la manière suivante :

"I. 1. Si, dans une affaire haut silésienne, le jugement ou la décision dépend de l'interprétation d'un article de la présente Convention, chaque partie en cause peut, jusqu'à la fin des débats en deuxième instance, demander que la question d'interprétation soit soumise au Tribunal arbitral (évocation)".

L'article 588 précise le sens de l'expression "affaire haut silésienne" et dispose notamment :

"Sauf dispositions expressément contraires de la présente Convention, l'interprétation du Tribunal arbitral lie les tribunaux et autorités des deux pays pour leur jugement ou décision."

Problèmes d'interprétation de la Convention

24. Pendant les quinze années au cours desquelles la Convention est demeurée en vigueur, son interprétation a soulevé de nombreuses questions importantes. Les problèmes les plus délicats étaient 1) le critère de l'appartenance à une minorité; 2) la question de la nationalité du pétitionnaire; 3) le statut des organisations représentant les minorités.

25. En ce qui concerne l'appartenance à une minorité, l'article 74 de la Convention stipule ce qui suit : "La question de savoir si une personne appartient ou non à une minorité de race, de langue ou de religion, ne peut faire l'objet d'aucune vérification ni d'aucune contestation par les autorités". L'article 131 de la Convention contient une disposition semblable en ce qui concerne la langue d'un élève ou enfant; il précise que la déclaration de la personne légalement responsable de l'éducation de l'enfant ne peut faire l'objet d'aucune vérification de la part des autorités scolaires. Cette "théorie subjective" était en général défendue par l'Allemagne. Pour sa part, la Pologne a proposé une "théorie objective", faisant valoir que ces critères devaient reposer sur des signes extérieurs, tels que la langue, la race ou la religion et estimait qu'il s'agissait "d'une question de fait et non d'une question d'intention". La Pologne soutenait que, lorsque la déclaration d'un individu n'était pas conforme aux faits, il fallait prévoir des exceptions aux articles 74 et 131. Dans l'avis qu'il a émis à propos d'une affaire qui touchait à cette question, le Président Calonder a proposé une interprétation subjective qui, se fondant sur l'esprit de la Convention, défendait la conception du groupe minoritaire comme étant variable.

26. La Cour permanente de Justice internationale a examiné le problème posé par l'article 131 de la Convention (Arrêt du 26 avril 1928, série A, No 15). Elle a décidé qu'il fallait, pour compléter les critères objectifs, une déclaration de chaque individu. On peut cependant affirmer que l'on a continué d'appliquer des critères subjectifs, puisque toute personne déclarant qu'elle appartenait à une minorité avait le droit d'adresser une pétition aux Offices des minorités ou de se présenter devant eux.

27. L'article 149 de la Convention stipule : "les personnes appartenant à une minorité pourront soumettre une pétition à l'Office des minorités de leur Etat." Le Président du Tribunal arbitral s'en est tenu à une interprétation stricte de cette disposition; il a rejeté les pétitions présentées par des personnes qui n'étaient pas ressortissantes des Etats intéressés.

28. Le Président de la Commission mixte a décidé en outre que seuls les résidents des régions plébiscitées pouvaient avoir recours à la procédure prévue par cet article en matière de pétitions. Il a jugé que cette conclusion découlait naturellement des diverses dispositions prises et des divers organes institués pour assurer la protection des minorités. Dans l'avis consultatif qu'elle a donné au sujet d'une affaire touchant des colons d'origine allemande établis en Pologne, la Cour permanente de justice a également interprété dans un sens large la notion de domicile (publications de la Cour, série B No 6).

29. La question des organisations minoritaires s'est posée en raison de la disposition de l'article 78 de la Convention reconnaissant la liberté d'association. Cet article est ainsi conçu :

"1. Les ressortissants appartenant à des minorités jouiront des mêmes droits que les autres ressortissants en ce qui concerne les droits d'association ou de réunion, et la création de fondations.

2. Le fait que des associations se consacrent aux intérêts de minorités en ce qui concerne leur langue, leur culture, leur religion, leur caractère ethnique ou leurs relations sociales, ne peut constituer une raison pour interdire ces associations, pour entraver leur action ou les empêcher d'acquérir la capacité juridique."

Il découlait naturellement de cette disposition que tout groupement considéré comme légal avait le droit d'assurer la protection de ses adhérents en tant que membres d'une minorité. Le Président de la Commission mixte a pris à cet égard la décision suivante : "Les particuliers appartenant à une minorité n'ont, dans bien des cas, ni les moyens, ni les connaissances suffisantes, ni le temps de défendre leurs propres intérêts.... Malgré toutes les garanties légales prévues par la Convention de Genève, la pression qui s'exerce sur les minorités est en réalité si forte que, suivant la ferme conviction du Président, les dispositions

de la Convention de Genève pour la protection des minorités ne revêtaient qu'un caractère illusoire si les associations pour le maintien des droits des minorités ne possédaient pas le droit de pétition régi par les articles 147 à 158." ¹⁾

30. Dans une autre décision, le Président de la Commission mixte a étendu à ces associations le droit de représenter les intérêts de la minorité dans son ensemble. Il s'exprimait en ces termes : "Le droit des groupements minoritaires de soumettre, de leur propre initiative et sans l'autorisation spéciale de particuliers, des pétitions visant à protéger les intérêts généraux des minorités est indispensable." ¹⁾ Par la suite, dans des affaires soumises soit aux organes régionaux soit au Conseil, les organisations ont pu non seulement parler au nom de leurs adhérents, mais aussi représenter les intérêts de la minorité dans son ensemble.

31. La question de savoir s'il y avait lieu de reconnaître aux associations dotées de la personnalité juridique le droit de soumettre des pétitions en leur propre nom, s'est également posée. Bien que l'Office polonais des minorités leur eût contesté ce droit peu après l'entrée en vigueur de la Convention, on se rendit bientôt compte que, de toute évidence, ces associations devaient en jouir elles aussi. Les articles 149 et 157 de la Convention stipulaient que les "personnes appartenant à une minorité" pouvaient soumettre des pétitions à l'Office des minorités. Le Président de la Commission mixte avait dit : "il ne faut pas interpréter cette disposition comme limitant ce droit aux personnes physiques. Les personnes juridiques et notamment les associations sont également des personnes au sens de la loi, qui peuvent appartenir à une minorité et qui ont toute capacité pour exercer leur droit de pétition par l'intermédiaire de leurs organes." ¹⁾ La situation était plus claire encore en ce qui concerne les affaires dont le Conseil était saisi : en effet, l'article 147 stipule expressément que le Conseil était compétent pour statuer "en ce qui concerne toute pétition individuelle ou collective adressée directement à lui par des personnes appartenant à une minorité."

1) Traduction non officielle.

32. On a posé à plusieurs reprises la question de savoir s'il fallait étendre la compétence de la Commission mixte aux cas présentant des dangers d'infraction. Dans l'avis qu'il a émis le 15 septembre 1925, le Président a tranché la question par l'affirmative, en déclarant : "L'article 149 reconnaît expressément le droit de pétition, non seulement en ce qui concerne l'application des dispositions de la Convention, mais aussi en ce qui en concerne la simple interprétation. On peut soumettre des pétitions non seulement lorsqu'il s'agit d'actions ou de décisions des autorités administratives, mais encore si l'on veut obtenir une interprétation et faire reconnaître certains droits dans les cas où il n'est question ni d'une mesure ni d'une décision, mais uniquement de la solution à donner à une question juridique particulière." 1)

33. Il a toujours été parfaitement clair que les dispositions de cette Convention ne s'appliquaient qu'à la région plébiscitée. Il était également évident que la procédure prévue dans la Convention se limitait aux actes officiels; elle ne prévoyait aucune protection contre les agissements discriminatoires de particuliers ou d'organisations privées.

34. Au cours des quinze années pendant lesquelles elle est demeurée en vigueur, la Convention de la Haute-Silésie a, dans l'ensemble, répondu à son objet. Sur plus de 2.000 affaires qui ont été examinées au cours de cette période, seules un très petit nombre n'avaient pas été réglées lorsque cette expérience a pris fin.

1) Traduction non officielle.